



NATIONS UNIES

CONSEIL  
DE SECURITE



Distr.  
GENERALE

S/7254  
14 avril 1966  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ESPAGNOL

TELEGRAMME DATE DU 13 AVRIL 1966 ADRESSE AU SECRETAIRE GENERAL DE  
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES PAR LE SECRETAIRE GENERAL ADJOINT  
DE L'ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS

En l'absence du Secrétaire général, j'ai l'honneur, conformément à l'Article 54 de la Charte des Nations Unies, de vous communiquer, et pour l'information du Conseil de sécurité, le texte du télégramme No 1057, en date du 12 avril qui a été adressé par la Commission spéciale au Président de la dixième réunion de consultation :

"Le 12 avril 1966

Communication No 1057

M. Guillermo Sevilla Sacasa

Président de la dixième réunion de consultation  
des Ministres des relations extérieures

Washington, D.C.

La Commission spéciale a l'honneur de porter à la connaissance des Ministres des relations extérieures la situation régnant dans la République Dominicaine depuis son dernier rapport en date du 23 mars.

1. La plupart des partis politiques ont tenu ce mois d'avril leurs congrès nationaux. Le parti révolutionnaire dominicain a décidé de présenter des candidats aux élections de juin prochain lors du Congrès national qu'il a tenu les 9 et 10 avril, durant lequel il a élu respectivement comme candidats à la présidence et à la vice-présidence de la République, l'ancien président Juan Bosch et M. Silvestre Antonio Guzman (qui occupait le poste de Ministre de l'agriculture dans le gouvernement constitutionnel de M. Bosch). Le parti libéral progressiste a élu également dimanche dernier 10 avril ses candidats aux mêmes postes, à savoir M. Rafael F. Bonnelly pour la présidence et M. Tabare Alvarez pour la vice-présidence. Le parti d'avant-garde révolutionnaire dominicain décidera lui aussi ce mois-ci s'il

appuiera aux prochaines élections le mouvement d'intégration nationale. Le parti réformiste et le parti d'union civique national choisiront leurs candidats à la présidence et à la vice-présidence de la République à leurs congrès nationaux qui se tiendront le 17 avril. Au congrès national qu'il tiendra également le 17 avril, le parti révolutionnaire social chrétien décidera s'il appuie la candidature de l'ex-président Juan Bosch et de M. Guzman Fernandez, candidats du parti révolutionnaire dominicain, ou s'il participera isolément aux élections du 1er juin prochain.

2. Après des entretiens entre les dirigeants du mouvement du 14 juin et le Président provisoire, les dirigeants de ce mouvement ont déclaré que le président leur avait promis d'adopter une décision concernant la demande qu'ils avaient formulée en vue de la reconnaissance de la légalité de cette organisation politique. Le 9 avril, les journaux locaux ont annoncé que le gouvernement provisoire avait dérogé à la loi No 77 du 2 décembre 1963 qui déclarait illégal le groupement politique 14 juin. Ainsi, le mouvement 14 juin devient un mouvement politique reconnu dans le cadre de la législation en vigueur et il a annoncé, dans un communiqué de presse, que dimanche prochain 17 avril dans une manifestation qui se tiendra dans le parc Enriquillo il fixera sa position concernant les prochaines élections et orientera le peuple concernant la lutte à mener contre l'impérialisme yankee et ses troupes d'envahisseurs'. Le mouvement 14 juin avait dernièrement organisé une série de manifestations pacifiques pour obtenir l'appui de l'opinion publique afin que le gouvernement provisoire accepte de reconnaître sa légalité.

3. Dans une petite réunion tenue le 2 avril à Saint-Domingue, l'ex-ministre 'constitutionnaliste' M. Hector Aristy a officiellement lancé son mouvement du 24 avril. M. Aristy a affirmé dans son discours que ce mouvement n'était pas un parti politique mais un groupement à la recherche du retour à la souveraineté nationale, son premier objectif étant le départ de la Force interaméricaine de paix. Il a également déclaré que le mouvement avait d'autres objectifs à long terme et à propos du colonel Caamaño, il a dit qu'il reviendrait en République Dominicaine si le peuple le lui demandait. La réunion a approuvé la déclaration de principe et un plan d'organisation interne du nouveau mouvement en vue de la préparation des grandes réunions futures.

4. Dans des discours à la radio faits à partir du 31 mars, l'ancien président Juan Bosch a nié à nouveau les imputations de communisme faites par des adversaires politiques ainsi que par le périodique 'El Caribe' du 26 mars qui reproduisait une annonce payée parue le 5 mars dans le périodique 'El Universal' de Caracas où l'on faisait état d'accords secrets qui auraient été conclus à la Conférence tricontinentale récemment tenue à La Havane et auxquels on associait l'ex-président Bosch et le colonel Francisco Caamaño Deno. Dans son discours du 4 avril, M. Bosch a déclaré qu' 'il appuierait le colonel Caamaño si le parti révolutionnaire dominicain présentait sa candidature à la présidence ou à la vice-présidence de la République'. L'ancien président a ajouté : 'Dans un poste comme celui de vice-président le colonel Caamaño sera le meilleur garant de la préservation des forces armées'. De même, l'ancien président Bosch a affirmé que les militaires pouvaient être candidats à la présidence ou à la vice-présidence et a fait observer que 'notre pays est gouverné aujourd'hui en vertu de l'Acte institutionnel, qui équivaut à une constitution, et en aucune partie de cet Acte il n'est dit qu'un militaire ne peut être candidat à la présidence, à la vice-présidence ou à quelque autre poste électif'.

5. A propos des déclarations de l'ex-président Bosch, le Président provisoire a précisé que pour pouvoir être nommé candidat à la vice-présidence de la République le colonel Caamaño devrait renoncer à sa situation militaire. De son côté, le colonel Caamaño, qui est actuellement attaché militaire à l'ambassade dominicaine de Londres, a déclaré qu'il resterait militaire.

6. Les ouvriers et employés du district national ont fait à 10 h 30 du matin du 5 avril 'une marche de la faim' sur le Palais national en demandant paiement de leur traitement du mois de mars et la destitution du maire Luperon Flores. Une délégation des travailleurs a été reçue par le ministre sans portefeuille Fidel Mendez Núñez et le ministre des finances Enrique Tadirique Tarazona. Les ministres ont promis aux travailleurs que le gouvernement procéderait au paiement de leur arriéré de traitement entre le 12 et le 15 avril. Il n'y a pas eu de désordre.

7. En vue d'échanger leurs impressions concernant les prochaines élections, les membres de la mission d'assistance technique en matière électorale de l'Organisation des Etats américains se sont réunis avec les membres de la Commission électorale centrale le 23 mars et le 5 avril et à cette dernière réunion la mission de l'OEA a été informée de la suppression éventuelle de la carte d'électeur et de son remplacement par la carte d'identité personnelle. La mission de l'OEA s'est réunie avec le Président provisoire de la République le jeudi 7 avril. Le 8 avril, le Président a signé la loi No 178 qui élimine définitivement l'emploi de la carte d'électeur dans les élections du 1er juin. Sur l'invitation de la Commission électorale centrale, la mission visitera prochainement l'intérieur pour se rencontrer avec les fonctionnaires provinciaux de ladite Commission. Un membre de celle-ci accompagnera la mission de l'OEA dans ses déplacements.

8. Conformément aux déclarations réitérées du Ministre de l'intérieur et du chef de la police nationale, la police a intensifié ses recherches pour localiser les armes à feu détenues illégalement par des particuliers afin d'améliorer le maintien de l'ordre public et de créer un climat favorable pour les élections du 1er juin et pour le déroulement de la campagne politique qui commence. Au cours de ses recherches, la police nationale a découvert diverses cachettes d'armes lourdes qui ont été montrées aux journalistes le 4 avril. Plusieurs personnes ont été arrêtées à la suite de ces découvertes.

9. Pour commémorer la bataille du 30 mars 1844, des défilés organisés par la Fédération des femmes dominicaines ont eu lieu dans diverses localités du pays. Aucun incident n'a été rapporté qui ait troublé l'ordre public.

10. Le 30 mars, le Président provisoire s'est rendu à Santiago de los Caballeros accompagné du Ministre des forces armées et d'autres fonctionnaires d'où le Président et ses compagnons ont poursuivi leur voyage dans la région Nord et Nord-Est du pays où ils ont visité la ville de Barahona le 1er avril.

11. L'Université autonome de Saint-Domingue a publié la liste des nouveaux professeurs qui constituent le Conseil académique de cette institution et dont le nombre s'élève à 92. Parmi les nouveaux professeurs nommés se trouvent M. Jottin Cury, ancien Ministre des relations extérieures du gouvernement 'constitutionnaliste' du colonel Caamaño et M. Alberto Malagon Diaz, directeur du périodique Patria lancé pendant la lutte civile passée. Le nouveau recteur de l'Université

autonome de Saint-Domingue a également fait savoir, le 24 mars, que 15 professeurs de l'ancien Conseil seraient réintégrés dans leurs chaires respectives.

12. Le mercredi 6 avril, la grève de la sucrerie a définitivement pris fin, les travailleurs ayant été persuadés de reprendre le travail après être parvenus à un accord avec la direction. La grève avait commencé le 16 mars, lorsque les dockers de Haina ont refusé de recevoir le sucre en vrac venant de la sucrerie. Les ouvriers et la direction sont convenus de se soumettre à la décision de la commission d'arbitrage qui fixera le montant qui devra être payé aux ouvriers pour les jours chômés.

13. Le 5 avril, un jeune homme de 16 ans, Manuel de la Rosa, a trouvé la mort et Victor Sanchez, de 12 ans, a été blessé et est mort par la suite, le 8 avril. L'incident s'est produit lorsqu'un sergent de la police nationale, Juan de Dios Campusano Oviedo, a fait usage de son arme réglementaire après avoir été attaqué par un groupe de civils qui participaient à un petit meeting dans la ville de Saint-Juan de la Maguana pour demander que soit reconnue la légalité du Mouvement du 14 juin, selon les renseignements donnés à la presse, le 7 avril, par la direction à la police nationale. Depuis la période qui fait l'objet du dernier rapport, tous les partis politiques ont poursuivi leur campagne politique dans une atmosphère d'ordre et de tranquillité. Le gouvernement provisoire s'est efforcé de prendre les mesures nécessaires pour assurer et maintenir l'ordre public pendant toute la période de la campagne électorale et veiller à la sécurité des candidats. Le gouvernement provisoire a entrepris de son côté une active campagne pour obtenir la plus grande participation possible aux prochaines élections.

Pour la Commission spéciale,

Le représentant spécial des  
Etats-Unis,

(Signé) Ellsworth BUNKER "